



2025 - 197

ARRETE MUNICIPAL Occupation du domaine public

NOUS, Maire de Fauville en Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,
VU le code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8, L.2122-21 à L.2213-6
VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,
VU le code de la voirie routière,
VU l'article 610-5 du Code Pénal,
CONSIDERANT la demande effectuée par l'entreprise **TELEC SERVICES SARL** sise **553 route de Saint Jean 76170 MELAMARE** pour effectuer des **travaux de remplacement d'une plaque Télécom sur chaussée** sis rue du Clos du Moulin à Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX,

ARRETONS

ARTICLE 1er : A compter du **lundi 24 novembre 2025 et jusqu'à la fin du chantier**, l'entreprise **TELEC SERVICE SARL** est autorisée à effectuer des **travaux de remplacement d'une plaque Télécom sur chaussée** sis rue du Clos du Moulin à Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX.

ARTICLE 2 : Durant cette période, les **travaux empièteront sur la chaussée (largeur de voie maintenue 2m)**. Il sera **interdit aux véhicules légers et poids lourds de stationner sur le tronçon de route où sont situés les travaux**.

ARTICLE 3 : Le **permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier** dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents prouvant résulter des travaux.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière,

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 5 : Madame le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 20 novembre 2025.

Bruno DELACROIX,
Maire de Fauville en Caux



7, avec Fauville au cœur

Auzouville-Auberbosc
Bennetot
Bermonville
Fauville-en-Caux
Ricarville
St-Pierre-Lavis
Ste-Marguerite-sur-Fauville